

United Nations

**ECONOMIC
AND
SOCIAL COUNCIL**

Nations Unies

**CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL**

MASTER FILE

E/P.V. 65
11 March 1947
French

NOTE : Toutes corrections à apporter aux comptes rendus devront être adressées par écrit à M. E. Delavenay, Directeur, Division d'édition et de rédaction, Bureau CC-087, Lake Success. Conformément aux règlements de procédure, toutes ces corrections seront apportées aux comptes rendus officiels lors de leur publication.

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

Compte rendu sténographique de la soixante-cinquième séance,

tenue à Lake Success, le mardi 11 Mars 1947,

à 11 heures.

PRESIDENT : Sir A. RAMASWAMI MUDALIAR (Inde).

(En l'absence du Président empêché, M. Papanek, Vice-Président prend place au fauteuil de la Présidence).

Rapport de la Commission des questions sociales (Doc. E/260)
(Suite de la discussion).

M. VAN KLEFFENS (Pays-Bas) (interprétation): Monsieur le Président, je tiens à indiquer tout d'abord qu'en matière de problèmes sociaux les Pays-Bas, suivant le précédent établi ce matin par la délégation des Indes et dans le même esprit se proposent de désigner une femme comme membre du groupement qui étudiera la question de la prévention de la discrimination contre les minorités.

En ce qui concerne le rapport de la Commission des questions sociales je voudrais souligner que j'approuve entièrement la déclaration du représentant du Royaume-Uni et prononcer quelques mots en faveur de cette commission, puisque quelques représentants du Conseil ont présenté des critiques sur son travail.

Nous ne devons pas oublier que la Commission se réunissait pour la première fois et qu'il est naturel qu'elle ait voulu couvrir tout le champ d'activité du domaine social.

Ceci dit, je ferai deux remarques générales sur son rapport.

J'exprimerai tout d'abord mon appréciation pour l'excellent travail accompli. La Commission nous a présenté un rapport par lequel elle fait connaître la contribution apportée par elle dans la période d'après-guerre notamment dans les pays qui ont été touchés par la guerre et qui, de ce fait, ont besoin d'une aide pour améliorer leur situation au point de vue social

Suivant l'opinion de la Commission des questions sociales, les Nations Unies devraient être plus actives dans le domaine social que ne l'a été la Société des Nations; et je dois dire que j'approuve entièrement cette façon de voir.

J'approuve les différentes parties du rapport qui recommandent une plus grande activité du Secrétariat des Nations Unies, notamment lorsqu'il s'agit de la formation professionnelle du personnel chargé des œuvres sociales ainsi que de la protection des enfants et des adolescents.

Le rapport attire l'attention, à la page 17, sur le fait que la résolution finale adoptée par l'Assemblée générale, sur le transfert aux Nations Unies des fonctions consultatives de l'UNRRA en matière de bien-être social, recommande que l'on continue les activités de l'UNRRA.

C'est la première fois que les Nations Unies accomplissent sur place un travail pratique au bénéfice des peuples des différentes nations. Nous espérons que cette expérience réussira et qu'elle contribuera à développer encore la bonne volonté que les Nations Unies apportent à la solution de ces problèmes et à améliorer les conditions générales de bien-être dans le monde.

M. DAVIDSON (Canada) (Interprétation) : Monsieur le Président, j'aurais été heureux de m'abstenir de toute intervention dans le débat sur le rapport de la Commission sociale; deux faits cependant m'obligent à prendre la parole.

Je rappellerai d'abord que j'ai été membre de la Commission sociale; en conséquence, je suis, dans une certaine mesure, responsable du rapport dont nous sommes maintenant saisis; ensuite, en ma qualité de représentant du Canada au Conseil économique et social, j'ai le devoir de souligner que le domaine social est aussi important que le domaine économique.

Il y aurait danger à perdre de vue que nous sommes un Conseil économique et social; une valeur égale doit être accordée à nos travaux dans ces deux domaines.

Certains symptômes semblent en effet démontrer que nous n'attachons pas tous la même importance à ces deux champs d'activité. Au cours des premières séances de la présente session du Conseil économique et social, un Comité de douze membres a été créé pour s'occuper des questions sociales entrant dans la compétence du Conseil; ni moi-même ni un autre membre du Conseil qui ne faisait pas partie de la Commission n'avons mis en question la création même de la Commission. Nous pensions, en effet, que cette Commission économique serait créée plus tard et qu'elle serait également composée de douze membres, ce qui aurait assuré à ces deux Commissions une juste répartition du travail du Conseil.

Lorsque nous avons, hier, discuté le rapport de la Commission économique et de l'emploi, des objections ont été élevées contre la création d'un comité restreint, chargé de l'examen de ce rapport; on a, en effet, considéré que le domaine économique était tellement plus important que le domaine social qu'il fallait en confier l'étude à une commission où seraient représentés tous les membres du Conseil.

Comme représentant de la Tchécoslovaquie, vous avez eu raison, Monsieur le Président - vous avez d'ailleurs souvent raison - de demander que, si les questions économiques devaient faire l'objet d'un examen d'une Commission représentant tout le Conseil, ^{il} on soit fait de même pour les questions sociales.

Mon Gouvernement qui était en faveur d'une Commission de douze Membres chargée d'étudier les questions sociales, alors qu'une autre Commission de douze Membres serait chargée des questions économiques, ne pense pas qu'il puisse être fait une différence entre ceux deux domaines.

D'autre part et dans le même ordre d'idées, on a suggéré, ce matin, qu'il n'y eut pas de débat général sur le rapport de la Commission des questions sociales; il me semble cependant que si le rapport de la Commission des questions économiques et de l'emploi a nécessité un débat de deux jours, auquel ont participé tous les Membres du Conseil et si ce rapport a été ensuite renvoyé à un Comité qui n'était, en réalité, que le Conseil lui-même, nous devons insister sur la nécessité de considérer dans son entier le rapport de la Commission des questions sociales et de ne pas procéder simplement à un débat, chapitre par chapitre.

Ceci, Monsieur le Président, explique ma participation au débat actuel. Je me réserve de revenir plus tard sur les détails, lorsque ce rapport sera proposé à la Commission des questions sociales à laquelle onze Membres devront officiellement participer et à laquelle j'espère moi aussi prendre part; ceci est une règle établie par notre Président; elle est à notre avis parfaitement juste.

J'en aurais terminé si j'en'avais une observation à présenter à propos de l'intervention faite ce matin par le représentant du Royaume-Uni. Nous pourrions être tous d'accord sur la plupart des remarques de celui-ci; elles sont toutes raisonnables; en particulier, il a apporté une note d'espoir pour ceux qui, comme moi, s'intéressent particulièrement au domaine social.

Je partage son point de vue sur le mandat de la Commission des questions sociales quand il dit que ce mandat doit être réaliste, pratique. Mais il faut également penser au mandat extrêmement large donné par le Conseil à la Commission économique et de l'emploi. Je suis certes d'accord pour confier à la Commission des questions sociales des tâches concrètes et pratiques, mais il ne faut ^{pas} laisser de côté un programme vaste et à long terme.

Il me semble que ces deux aspects : le côté réaliste, pratique, concret, d'une part, et, d'autre part, le côté très large et à long terme peuvent être conciliés. C'est la tâche qui appartient au Conseil.

Par ailleurs, je tiens à souligner que l'un des premiers problèmes qui sont posés devant la Commission sociale est celui de la priorité des questions inscrites à son ordre du jour. La Commission des questions sociales a été d'accord pour diviser ces questions en trois sections :

En premier lieu, les activités transmises par la Société des Nations et qui formaient un groupe prioritaire par excellence, étant donné qu'il ne fallait pas abandonner sans les reprendre ces activités de l'ancienne Société des Nations. Il fallait agir vite de façon à les incorporer dans le travail normal de notre Organisation.

En second lieu, se présentaient d'autres problèmes urgents, en particulier certaines activités transmises par l'UNRRA, telles que le Fonds de secours à l'enfance, que le Conseil examinera au cours de sa séance de vendredi. Là encore, il s'agissait de problèmes pratiques qui

devaient trouver leur solution dans les quelques mois. Nous ne pouvions donc pas les négliger et leur refuser une certaine priorité avant d'aborder des problèmes plus vastes.

Toutefois, en considérant ces questions qui avaient une évidente priorité, il ne fallait pas oublier, en troisième lieu, les programmes plus larges, plus vastes, en un mot les programmes à long terme qui devaient se poser à l'attention de la Commission.

Je développe ce point de vue pour justifier ma position d'après laquelle le mandat de la Commission sociale doit être un mandat ample et ambitieux et non un mandat étroit et restreint. S'il doit conserver son caractère pratique et donner à la Commission la possibilité de résoudre dans le domaine des faits les problèmes qui se posent devant elle, il ne faut pas pour cela oublier les objectifs à plus longue échéance.

Pour reprendre les remarques de M. le délégué du Royaume-Uni, je suis à peu près d'accord avec lui sur le rapport.

Quant aux recommandations adressées au Secrétariat, je pense qu'il y a lieu de faire une distinction : d'une part, certains travaux de routine de peu d'importance peuvent être confiés directement par la Commission à son Secrétariat sans passer par le stade du Conseil économique et social; d'autre part, certaines tâches ont leur importance dans un domaine plus large et, à cet égard, il faut que le Conseil économique et social formule une recommandation au Secrétaire général.

Si le rapporteur de la Commission sociale avait, pour la rédaction de son rapport, disposé de plus de temps, sans doute aurait-il employé une terminologie différente dans chacun des deux cas en disant, par exemple, pour le premier cas "recommande au Secrétariat général" et, pour le deuxième cas "recommande au Conseil économique et social de demander au Secrétaire général".

Le représentant du Royaume-Uni a également présenté des remarques sur les relations de la Commission avec les institutions spécialisées. J'ai eu, ces jours derniers, des conversations privées avec des membres de la Commission sociale qui parleront sans doute pour eux-mêmes, mais je dois dire, en mon nom, que j'ai été surpris de voir annexé au rapport celui du Secrétariat sur cette question des institutions spécialisées.

Le représentant du Royaume-Uni sera probablement d'accord avec moi pour reconnaître que, lorsqu'il a fait ses remarques sur cette question, il a pris pour base les annexes plutôt que le texte même du rapport.

Les seules références qui soient faites, dans le texte même, à la question de la coopération avec les institutions spécialisées, se trouvent à la page 28 du texte français et dans les trois points a, b, c, qui définissent les diverses méthodes pratiques de coopération. On lit, au paragraphe c, le texte suivant :

"Lorsque les questions ne sont de la compétence d'aucune institution spécialisée, la Commission assumera elle-même la pleine responsabilité."

C'est sans doute ici que le représentant du Royaume-Uni a vu une suggestion selon laquelle la Commission se proposerait, en quelque sorte, de geler les activités des institutions spécialisées et de prendre la responsabilité pour tout ce qui n'a pas encore été réalisé. Or, je puis vous assurer que cette idée était loin de l'esprit des membres de la Commission. Ce que la Commission a voulu dire, c'est que les institutions spécialisées continueront à travailler là où elles exerçaient déjà leur activité, et que la Commission se réservera simplement la possibilité d'attirer leur attention sur certaines questions importantes. Mais là où le champ d'activité des institutions spécialisées ne s'étend pas, la Commission doit veiller à faire quelque chose.

Le représentant du Royaume-Uni s'est principalement occupé de cette annexe dont j'ai parlé tout à l'heure. A ce propos, j'indique que j'ai relu les procès-verbaux des séances de la Commission des questions sociales, et que je n'y ai trouvé, pas plus que dans mes souvenirs,

de raison de penser qu'il a été dans l'idée de la Commission d'inclure cette annexe comme partie intégrante du rapport.

En effet, on trouve également à la page 28 du rapport de la Commission des questions sociales une phrase ainsi rédigée :

"La Commission a adopté ce rapport et prie le Secrétariat de le transmettre au Conseil économique et social."

Evidemment, un changement a pu se produire au cours des derniers moments de réunion de la Commission sociale. Cependant, il n'est pas dans mon souvenir que la Commission ait jamais eu l'idée ou le désir de considérer cette annexe comme partie intégrante du rapport. Naturellement, la Commission a discuté sur cette question, mais il est dit dans le procès-verbal qu'au moment où les deux rapports du Secrétariat sur les institutions spécialisées et les organisations non gouvernementales ont été soumis à la Commission, celle-ci a entendu un exposé de son rapporteur, M. Henri Hauck, représentant de la France. Celui-ci, en particulier, "attire l'attention de la Commission sur le document E/CN.5/4 : coopération avec les institutions spécialisées. Ce document contient un historique de la question et indique comment des relations de travail ont été établies entre l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées, conformément à la Charte des Nations Unies. Il fait remarquer que la collaboration entre la Commission et les institutions spécialisées est réglée par des accords conclus entre le Président du Conseil économique et social et les institutions spécialisées, et ratifiés par l'Assemblée générale. La Commission accueille avec satisfaction ces accords; elle se rend parfaitement compte que son travail ne saurait être mené d'une façon efficace sans une coopération étroite avec les institutions spécialisées, dont quelques-unes ont derrière elles un long passé de réalisations. Il fait

- 207 -

remarquer que la Commission temporaire des questions sociales a estimé indispensable d'inviter des représentants des institutions spécialisées à assister à ses séances, avant même que ces accords n'aient été signés.

"Au sujet des méthodes pratiques de coopération, M. Hauck cite les sections A, B et C du troisième paragraphe, à la page 13 du document E/CN.5/4. Dans le cas de questions sociales qui sont du domaine propre d'une institution spécialisée, le Secrétariat et la Commission des questions sociales demanderont à cette institution spécialisée de leur soumettre ses conclusions; s'il s'agit de questions traitées en commun par plusieurs institutions spécialisées, le Secrétariat assurera un rôle de liaison et de coordination sous l'égide de la Commission; quant aux questions qui, jusque là, n'ont été du ressort d'aucune institution spécialisée, elles pourront relever de la compétence soit du Secrétariat, soit d'une institution spécialisée à laquelle la Commission et le Secrétariat demanderaient d'élargir le champ de ses activités.

"M. Hauck affirme que les meilleurs fondements de la coopération sont la bonne volonté et la compréhension mutuelles, le souci de rester chacun dans la limite de ses attributions propres..."

En lisant ceci j'ai voulu vous donner un résumé des discussions qui se sont déroulées lorsque ce rapport est venu pour la première fois devant la Commission des questions sociales. M. Altmeier délégué des Etats-Unis préconisait la suppression, dans le texte, des mots: "diriger", "direction", "contrôle", s'appliquant aux relations entre la Commission et les institutions spécialisées, mais il n'a pas été discuté plus avant.

Le rapport a été amendé conformément à ces quelques remarques et, le 30 janvier, il est revenu devant la Commission. Celle-ci a décidé alors de l'ajouter en tant qu'annexe à son rapport et de rédiger une résolution selon les lignes générales de la discussion qui avait eu lieu. Cette résolution se trouve à la page 24 du rapport.

Lorsqu'elle est venue devant la Commission des questions sociales une nouvelle discussion a eu lieu et les problèmes de direction et de contrôle ont, de nouveau, été posés. La Commission a pensé que son rôle était seulement un rôle de coordination, lorsque les champs d'activité des institutions spécialisées se touchent. Finalement, un accord a été réalisé sur cette résolution. C'est alors que le représentant de la Chine a soulevé la question de savoir si certains textes soumis à la Commission pouvaient être inclus au rapport en tant que notes. Le rapporteur a exprimé l'avis que ces textes pourraient être ajoutés au rapport comme annexes, mais je ne les trouve pas au procès-verbal et je ne me souviens pas que cette proposition ait été adoptée par la Commission.

Je ne veux pas discuter cette question au fond; je désire simplement donner quelques explications de forme sur la rédaction du rapport. La Commission n'a pas été d'avis de considérer cette annexe comme une partie du rapport. Elle l'a simplement considérée comme un document pouvant servir lors de la lecture de celui-ci.

Voici à peu près tout ce que j'avais à dire. Il reste cependant

une question dont j'ai déjà eu l'occasion de parler lors de la discussion du rapport de la Commission des questions économiques et de l'emploi.

La Commission des questions sociales n'a pas créé la Sous-Commission de protection de l'enfance qui lui avait été recommandée par le Conseil économique et social pour cette raison qu'il n'existe pas des conditions de création de cette sous-Commission. La question des sous-Commissions ne se pose pas pour la première fois devant le Conseil économique et social et, comme elle revient sans cesse devant nous, l'occasion nous sera donnée d'élaborer des directives plus précises sur une base uniforme afin que ces sous-Commissions puissent être créées et qu'elles entreprennent leur travail.

M. ARCA PARRO (Pérou) (interprétation) Je voudrais appuyer un certain nombre de remarques faites en ce qui concerne le rapport de la Commission sociale.

Tout d'abord, je dois faire observer qu'en dépit de l'avis parfois exprimé que le domaine social aurait une priorité sur le domaine économique, je dois dire que pour moi, l'importance de ce dernier n'est nullement à négliger. Aussi ne voudrais-je pas aller aussi loin que les représentants du Royaume-Uni et du Canada qui ont exprimé l'espoir de voir disparaître la race des économistes! Si nous voulons résoudre les problèmes sociaux dans les circonstances actuelles, nous avons besoin de la coopération de ceux-ci. En effet, je ne vois pas comment pourraient être établis les plans d'amélioration sociale, d'élévation de niveau de vie, si nous n'organisons pas mieux la production et la distribution des produits et des aliments, qui, de toute évidence, ne peut être fait que par des économistes. Je reconnais toute l'utilité des travailleurs sociaux mais je dois dire ici très nettement que nous aurons besoin des économistes aussi longtemps que les conditions de vie ne seront pas ce qu'elles doivent être. Les phénomènes économiques eux-mêmes exigent la coopération et des économistes et des travailleurs sociaux ou, si vous préférez, des sociologues. Il convient de n'exagérer l'importance ni de l'un ni de l'autre de ces groupes.

J'en viens maintenant à la nécessité de trouver des moyens pratiques pour améliorer les conditions de vie dans les différentes parties du monde.

C'est une des préoccupations essentielles du Conseil économique et social, qui reçoit de tous côtés un très grand nombre de recommandations et résolutions demandant telle mesure ou décision en vue d'améliorer le niveau de vie en général.

Je me bornerai à un seul aspect, concernant le programme d'activités futures du Secrétariat traité de façon assez détaillée au chapitre V paragraphe 21 page 26 du rapport (Doc. E/260).

Selon la Commission, les points suivants devraient être traités avant tout :

- a) Niveau de vie
- b) Sécurité sociale dans les différents pays, comprenant notamment les allocations familiales, l'assurance sociale, l'assistance sociale et toutes mesures permettant d'assurer un revenu familial minimum
- c) Soins et rééducation des infirmes et invalides (notamment, j'imagine, les invalides de guerre).

Ce plan me paraît extrêmement ambitieux. Comme conséquence, la Commission a adopté une résolution disant notamment :

"La Commission des questions sociales charge le Secrétariat d'étudier le problème des niveaux de vie dans les pays et régions insuffisamment développés et de formuler des suggestions détaillées sur les méthodes par lesquelles le personnel du Secrétariat et les experts en matière de nutrition, de santé publique, d'éducation, du logement et du service social, employés par les institutions spécialisées et autres organisations, peuvent contribuer à la solution."

Je veux m'arrêter sur cette première partie de la résolution.

La rédaction en paraît quelque peu erronée ou équivoque. Il est question de charger le Secrétariat d'étudier le problème des niveaux de vie dans les pays et régions insuffisamment développés. S'agit-

il simplement d'étudier le problème des niveaux de vie ? Y a-t-il même un tel problème ?

Il me semble qu'on ne puisse parler que d'un état de faits, susceptible d'être connu notamment par des moyens d'ordre statistique ou d'information générale. Le problème surgit avec les conséquences d'un faible niveau de vie. Les questions sociales se posent là où le niveau de vie est trop bas.

La résolution recommande simplement l'étude du problème des niveaux de vie . Je ne crois pas que ce soit suffisant. Il convient bien entendu de disposer de toutes les informations statistiques ou autres, nécessaires; je suis entièrement d'accord. Mais le problème réel demeurera celui des conséquences d'un niveau de vie inadéquat.

Je propose formellement de modifier le texte de la résolution en disant que la Commission des questions sociales charge le Secrétariat " d'étudier le problème des niveaux de vie dans les pays et régions insuffisamment développés, ainsi que les problèmes découlant d'un niveau de vie insuffisant."

En réalité, nous sommes ici en présence d'une double question:

- a) celle de l'état dans lequel se trouvent les régions intéressées, c'est-à-dire un problème de statistiques portant sur le niveau de vie réel;
- b) celle des conséquences sociales d'un niveau de vie insuffisamment développé, problème bien entendu variable d'une région à l'autre.

Sur le premier aspect de la question, je suis certain que le Secrétariat sera à même de consulter les experts nécessaires en matière de nutrition, etc... afin d'obtenir les informations désirées.

Quant à la recommandation qu'il incombe au Conseil de faire, concernant l'amélioration des conditions de vie existant de par le monde, il faut, si nous voulons que le Secrétariat puisse consulter des experts dans les diverses matières étudiées par les Institutions spécialisées ou autres organismes (santé publique, logement, etc. ...), que nous sachions exactement ce qu'on entend par là. Pour le comprendre, je crois qu'il convient de relier la première partie de la résolution à la seconde, laquelle indique que le Secrétariat devrait être prêt, sur la demande de n'importe quel Gouvernement Membre des Nations Unies, à contribuer à la réalisation de plans coordonnés pour des campagnes nationales ou régionales en vue de relever le niveau de vie.

Une telle consultation d'experts ne serait utile que s'ils procédaient réellement à une étude sur place et ne se bornaient pas à un travail théorique, loin des régions où nous désirons introduire des réformes.

Je voudrais, à ce propos, demander des précisions, soit au rapporteur, soit aux membres de la Commission, sur la portée exacte de ce texte.

En effet, ce sont surtout les résultats pratiques qui me préoccupent. Comment les obtiendrons-nous sans procéder à des enquêtes sur place ? S'il s'agit de faire des études théoriques et d'accumuler des rapports, je n'en vois pas l'utilité. Si nous voulons faire des progrès, il faut accomplir un travail concret, qui ne soit pas académique.

Nous ne sommes pas ici pour faire des travaux qui pourraient être accomplis dans des universités.

Nous devons également nous rendre compte des dépenses que ce travail impliquerait. Dans une période comme celle-ci, où l'on veut réduire le budget des Nations Unies et renvoyer des centaines de personnes du Secrétariat, je ne vois pas comment on pourrait procéder utilement à des travaux pratiques de ce genre. Il n'y a aucun intérêt pour nous à nous réunir ici, à discuter longuement et à adopter des résolutions détaillées si un programme complet ne peut pas être appliqué par suite du manque de crédits.

Je voudrais donc, à ce propos, demander quelques précisions au Secrétariat. Comment, en particulier, pense-t-il pouvoir, dans la pratique, appliquer les résolutions que nous envisageons de prendre ?

Si le Secrétariat peut nous démontrer qu'il sera possible d'appliquer ces décisions, je serai le premier à appuyer ces propositions, mais avant, je voudrais être certain que cela est du domaine des réalités et non de celui des études académiques.

M. NASH (Nouvelle-Zélande) (interprétation) : On a soutenu ici, à plusieurs reprises, que le cadre que la Commission des questions sociales avait fixé à son travail était trop vaste. Je pose immédiatement une question préliminaire : Comment le champ d'activités d'une Commission sociale pourrait-il être trop étendu ?

En fait, les buts sociaux constituent la raison même de l'existence des Nations Unies.

Le Conseil de sécurité, par exemple, n'est là, en vérité, que pour créer une sécurité politique telle que nous puissions réaliser ces buts sociaux.

Il a été institué précisément pour éviter que certains peuples à tendance belliqueuse puissent créer, par leurs actions, des circonstances mettant en danger les buts sociaux. Peut-être aurons-nous besoin d'économistes, de bons économistes, à cette fin. Pour ma part, je veux bien le croire puisqu'ils ont tout de même contribué quelquefois à l'amélioration de notre situation.

Le Conseil économique est là pour s'occuper des règles internationales qui gouvernent les échanges de produits, précisément en vue d'arriver aux buts sociaux qui sont, je le répète, le fondement et la raison même de l'existence des Nations Unies.

Je ne voudrais pas m'inscrire en faux contre la déclaration qu'a faite ce matin le représentant du Royaume-Uni. Je crois, en effet, qu'on aurait peut-être pu formuler certaines critiques modérées sur le rapport de la Commission des questions sociales, lequel aurait pu, être plus précis quant à certaines des vastes activités qu'il envisage, mais il est impossible, je le répète, d'interdire à la Commission d'avoir les perspectives les plus larges et de rétrécir son champ d'activité.

Il est évident - ainsi que le rapport l'a heureusement souligné - que les organes des Nations Unies devraient coopérer d'une façon constante au but proposé, c'est-à-dire la réalisation de conditions de vie acceptables pour tous, conditions offrant la possibilité pour les populations de vivre une vie plus longue, en meilleure santé et dans une atmosphère de bonheur plus complet.

Ce sont là les besoins universels. Il est bien certain que tout le monde ne peut pas avoir la joie de profiter des conditions exceptionnelles que nous connaissons en ce moment aux Etats-Unis. Tout le monde ne peut pas manger partout autant que dans ce pays; je crois d'ailleurs que ce serait raccourcir la vie de certain que de les obliger à le faire !

Ceci étant dit, nous devons songer surtout, non pas à créer dans un pays quelconque des conditions de vie exceptionnelles, mais à égaliser autant que faire se peut, le standard de vie de tous les pays.

J'ai assisté à une conférence où des questions fort débattues étaient à l'ordre du jour; bien que celles-ci n'auraient pas dû être controversées, étant donné qu'il s'agissait d'une conférence socialiste, des disputes se sont cependant instaurées lorsqu'il s'est agi d'établir de façon précise les bases d'un standard de vie plus élevé.

Soigner les vieillards, car c'est à leur présence que nous devons la vie; soigner les petits, car nous devons songer à l'avenir des races et des populations; soigner les malades, parce que c'est la loi impérative de toute morale basée sur la pensée chrétienne; en un mot, soigner tous ceux qui collaborent par leur travail à la production des produits essentiels. Tel doit être notre objectif. Ce programme semble de nature à atteindre le but que nous poursuivons, le but essentiel des Nations Unies : élever le niveau de vie des peuples.

La Nouvelle-Zélande a essayé de mettre sur pied un système qui, jusqu'à un certain point, réalise cet idéal. Nous avons établi un système de sécurité sociale; nous n'entendons pas le garder uniquement pour nous; un système de sécurité social n'est viable que s'il s'étend au monde entier. Mon pays ne connaît pas la misère, pas plus que la crainte de la pauvreté.

Nous avons déjà essayé d'étendre nos relations : nous avons passé une convention avec l'Australie, aux termes de laquelle tous les ressortissants de ce pays pénétrant sur le territoire néo-zélandais reçoivent les mêmes soins et jouissent de la même sécurité accordée aux citoyens néo-zélandais se rendant en Australie. Nous sommes en pourparlers avec le Royaume-Uni et le Canada pour étendre à ces deux pays le système de sécurité mutuel.

Certaines difficultés surgiront lorsque les problèmes de migration se poseront; mais le but que nous poursuivons est que quiconque

entrant en Nouvelle-Zélande puisse, quelle que soit sa nationalité, jouir des bienfaits et de la protection accordées à nos citoyens par la législation néo-zélandaise.

Des conditions de séjour seront naturellement fixées; en ce qui concerne les retraites de vieillesse par exemple, le bénéficiaire étranger sera soumis à l'obligation d'être domicilié dans le pays depuis vingt ans. Sans cette sauvegarde, en effet, nous risquerions de voir les vieillards de tous les pays venir chercher refuge chez nous.

Nous poursuivons ainsi, dans notre sphère, les buts essentiels de l'Organisation des Nations Unies.

J'ai approuvé le délégué de Biélorussie quand il a indiqué que le rapport présentait certaines lacunes. Cependant, si on le considère dans son ensemble, je ne crois pas qu'on puisse lui reprocher d'avoir embrassé un terrain trop vaste.

Je voudrais, Monsieur le Président, rappeler ce que vous avez dit et saluer la présence à cette table d'une femme qui, depuis longtemps, fait preuve d'une inlassable activité dans le domaine de l'assistance sociale. C'est avec joie et déférence que j'adresse mes hommages à la représentante du Gouvernement de l'Inde.

Je le répète, notre oeuvre ne peut être trop vaste. L'important, c'est de réaliser une oeuvre solide dans un cadre aussi large que possible; car la vie sociale du monde entier, à laquelle doivent s'attacher les organisations spécialisées comme tous les autres organes des Nations Unies, dépend de l'oeuvre que nous pouvons accomplir.

M. PAPANEK (Tchécoslovaquie) (interprétation): Les représentants du Canada et de la Nouvelle-Zélande ont souligné devant le Conseil l'importance du travail à accomplir dans le domaine social; je suis pleinement d'accord avec leurs déclarations.

Je voudrais seulement, en quelques mots, exprimer le sentiment de la délégation tchécoslovaque quant au travail de la Commission des questions sociales. Mon Gouvernement a attaché une très grande importance à la création de cette Commission. La nécessité d'un tel organisme se faisait grandement sentir; les problèmes qui nous sont actuellement soumis en témoignent.

Jusqu'à présent, l'aspect social des relations entre les hommes a surtout considéré comme une conséquence des conditions économiques

Nous devons, toutefois, les regarder comme un facteur qui détermine les niveaux de vie. L'économie doit être coordonnée avec les besoins sociaux, de façon à éliminer la nécessité de l'aide donnée par les organisations humanitaires privées. Le but est clairement indiqué dans la Charte des Nations Unies.

Le travail de la Commission des questions sociales peut être ainsi défini: en premier lieu, apporter une aide où il y a besoin aigu, que celui-ci soit ou non conséquence de la guerre, mais en insistant particulièrement sur l'aide à apporter aux besoins causés par la guerre et l'occupation; en deuxième lieu, établir un programme social à long terme et une politique économique.

La délégation tchécoslovaque salue avec satisfaction le rapport de la Commission des questions sociales, pour s'être attaché à des tâches dont le but est de panser les blessures de la guerre. Très justement, le rapport souligne l'organisation de services sociaux, la formation de cadres de travailleurs sociaux destinés à reprendre les fonctions de l'UNRRA afférentes à l'aide aux enfants et aux adolescents.

Cette aide à l'enfance est, sans doute, le problème le plus important que nous ayons examiné. Les enfants sont, en effet, les victimes les plus nombreuses et les plus innocentes de cette guerre. Mon Gouvernement a fait des efforts particuliers pour alléger autant que possible les souffrances causées par la guerre dans ce domaine. A titre de simple indication j'indique son intention de consacrer à ce service, en 1947, une somme de 400 millions de couronnes tchèques.

Un autre problème est aussi urgent, mais présente un caractère général. Vous avez dit ce matin, Monsieur le Président, qu'il serait examiné ultérieurement, puisqu'il fait l'objet d'un point séparé

à l'ordre du jour ; je veux toutefois le mentionner ici : c'est celui de l'habitat. C'est un problème d'ordre social et ce n'est pas une question d'investissement de matières premières, ni de profit ; nous devons reconnaître que les hommes ne peuvent pas travailler d'une manière effective, ni vivre comme des êtres humains s'ils habitent des maisons qui ne leur donnent pas au moins l'abri nécessaire.

Le logement pose un problème aussi important que l'alimentation et le vêtement ; il faut y trouver une solution ; et le plus vite sera le mieux. Il est bon que la Commission des questions sociales s'y attaque en premier lieu.

La Commission n'a pas encore formulé la seconde partie de son programme. A cet égard, les Nations Unies et la Commission peuvent rendre des services particulièrement importants en aidant à comprendre les mesures sociales déjà introduites dans certains pays et à les appliquer là où elles sont encore inconnues, mais où le besoin s'en fait sentir.

Il n'est pas toujours vrai que le progrès social suive le développement économique d'une façon naturelle. Là où existe une divergence entre ces deux mouvements, des troubles peuvent se produire.

Dans certains pays, les assurances sociales pour la santé, les accidents et la vieillesse fonctionnent très bien.

Il serait désirable que la Commission fit une étude comparative des différentes législations, de façon à rendre leurs résultats accessibles aux pays où des mesures de ce genre n'ont pas encore été introduites.

Notre pays, en particulier, a employé des méthodes qui avaient déjà été appliquées par d'autres pays dans les domaines de l'hygiène, de la sécurité et du travail dans les mines et dans l'agriculture. Il est possible, ainsi, d'obtenir des résultats très appréciables sans encourir de grandes dépenses.

La délégation tchécoslovaque salue la disposition du rapport qui prévoit la possibilité lorsque les services de l'UNRRA auront pris fin, d'envoyer des consultants dans le domaine social là où cela se révélera nécessaire. Le Gouvernement tchécoslovaque a demandé que plusieurs de ces experts soient envoyés dans notre pays pour donner leur avis.

J'espère être d'accord avec le Conseil dans son ensemble en disant que sa tâche principale est d'indiquer les grandes lignes d'une politique sociale et de coordonner les activités des institutions spécialisées de manière que leurs services soient utilisés le mieux possible. Cependant nous devons étudier très attentivement le travail déjà accompli et voir s'il est souhaitable d'introduire de nouvelles tendances et de nouvelles attitudes. Ainsi, nous pourrions contribuer au progrès social en unissant l'expérience du passé au point de vue moderne. Cela faciliterait également le travail du Secrétariat.

LE PRESIDENT (interprétation) : Messieurs, trois orateurs sont encore inscrits. Toutefois, je suspens maintenant les débats sur cette question ; la discussion sera reprise lors de notre prochaine séance, qui aura lieu vendredi prochain, 14 mars.

Rapport de la Commission ad hoc sur les procédures pour l'admission de certaines organisations non gouvernementales admises dans la catégorie A comme organisations non gouvernementales avec statuts facultatifs. (Doc. E/321).

LE PRESIDENT (interprétation) : Messieurs, j'ai maintenant l'honneur de présenter au Conseil un rapport distribué ce matin présentant au Conseil Économique et social une recommandation sur les

regies de procédure à adopter pour entrer en rapport avec certaines organisations non gouvernementales.

J'avais espéré pouvoir commencer dès aujourd'hui la discussion de ce rapport ; je me borne à le déposer sur la table du Conseil.

M. MOROZOV (URSS) (deuxième interprétation du russe) :

En ce qui concerne ce rapport, je saisis l'occasion de dire que la Commission ^{de procédure} avait pour tâche d'établir des règles de procédure permettant d'accorder à certaines Organisations non gouvernementales, les droits jusqu'à-là réservés aux institutions spécialisées par une résolution de l'Assemblée générale. Certaines Organisations non gouvernementales devaient être ajoutées à la liste; je pensais que nous allions nous borner à cela et que nous n'aurions pas à reconsidérer d'autres règles de procédure; du reste, ce dernier point n'est pas à l'ordre du jour de la session du Conseil; d'autre part, le Règlement intérieur du Conseil comprend plusieurs articles que nous n'avons pas encore approuvés, même temporairement.

Pourtant nous avons décidé de constituer un Comité de l'ordre du jour ^{de ses} qui remplacera inévitablement le Conseil dans certaines fonctions. Mais le Conseil reste maître de son ordre du jour et peut, seul, décider des questions à y inscrire. Aussi, les articles 13 et 14 tels qu'ils nous sont présentés ici, ne doivent-ils pas être approuvés; nous devons nous borner à accepter les articles 9 et 10, tels qu'ils sont modifiés dans le rapport.

LE PRESIDENT (interprétation) : Si aucune autre remarque n'est présentée maintenant sur le rapport, le Conseil désirera peut-être poursuivre le débat lors d'une séance ultérieure.

M. STINEBOWER (Etats-Unis) (interprétation) : Je ne voudrais pas pousser le Conseil à prendre une décision rapide; mais il s'agit ici de la forme définitive à donner à un document déjà distribué il y ^{et} a quelques jours/au sujet duquel il était entendu que les Membres du Conseil désireux de présenter des amendements devraient le faire par

écrit. Nous pourrions donc prendre une décision à son sujet, liquidant ainsi un point de notre ordre du jour; néanmoins, loin de moi l'intention de forcer les membres qui préféreraient y accorder plus de réflexion à prendre une décision dès maintenant.

(Le Président met aux voix le rapport de la Commission de procédure).

Le rapport est adopté.

Inscription de la question soulevée par la Fédération syndicale mondiale à l'ordre du jour de la session du Conseil.

M. MCROZOV (URSS) (première interprétation du russe) : Les obstacles importants me paraissant écartés, je désire demander au Conseil s'il ne pourrait pas discuter maintenant l'inscription à son ordre du jour de la question posée par la Fédération syndicale mondiale. En effet, le représentant de cette organisation doit quitter New-York prochainement; or le Conseil aurait intérêt à aborder avec son aide l'étude du problème soumis par la Fédération. Je propose formellement que le Conseil décide tout de suite d'inscrire ce point à l'ordre du jour et fixe la date de sa discussion.

LE PRESIDENT (interprétation) : La proposition nous est faite d'inscrire à l'ordre du jour du Conseil la question des droits syndicaux soulevée par la Fédération syndicale mondiale. Cette proposition devrait en réalité être soumise au Comité de l'ordre du jour; mais, étant donné que ce Comité n'a pas encore été nommé, et que la demande de la Fédération a été reçue il y a quelques temps déjà, il incombe au Conseil de décider si, faisant exception à la règle, il entend prendre la décision suggérée par le délégué de l'URSS.

M. VAN KLEFFENS (Pays-Bas) (interprétation) : L'article 11 du document que nous avons sous les yeux stipule qu'avant de placer à l'ordre du jour provisoire une question proposée par une institution spécialisée ou par une organisation non-gouvernementale du type indiqué à l'article 12, le Secrétaire général devra procéder dans toute la mesure possible à une consultation préliminaire de l'organisation ou de l'institution dont il s'agit. Nous ne pouvons pas traiter une organisation non-gouvernementale, quelle qu'elle soit, - et ici je ne fais pas allusion en particulier à la Fédération syndicale mondiale, mais je comprends dans mon observation toutes ces organisations sans distinction, - autrement que les institutions spécialisées. Il convient donc, dans ce cas particulier, de procéder à la consultation préliminaire prévue à l'article 11.

M. PAPANEK (Tchécoslovaquie) (interprétation) : Le document ayant été distribué par les soins du Secrétaire général, je suppose que les consultations préliminaires entre le Secrétariat et la Fédération ont eu lieu. Par ailleurs, étant donné qu'il n'existe pas de précédent ni de procédure établie en la matière, nous pouvons en conclure que la voie suivie pour ces consultations est normale. J'appuie donc la proposition tendant à inscrire cette question à l'ordre du jour.

LE PRÉSIDENT (interprétation) : Je dois faire une déclaration de principe. Des conversations ont eu lieu entre la Fédération syndicale mondiale d'une part, et le Secrétaire général et moi-même, d'autre part. Mais l'article 11 a trait à l'inscription des questions à l'ordre du jour provisoire. Nous avons la certitude que la proposition du Secrétaire général de la Fédération syndicale mondiale a été présentée en bonne et due forme, appuyée par les représentants responsables de cet organisme.

J'ai déjà fait observer que je faisais une proposition à titre de mesure exceptionnelle, étant donné que le Comité de l'ordre du jour n'est pas encore créé. Je répète que l'article 11 ne concerne pas l'ordre du jour définitif sur lequel nous travaillons maintenant. Il incombe donc au Conseil de décider si, par mesure d'exception, il admet que la question présentée par la Fédération syndicale mondiale soit inscrite à l'ordre du jour.

M. PHILLIPS (Royaume-Uni) (interprétation) : L'aspect juridique a été clairement exposé par le Président. Pour bien faire, nous devrions porter la question devant le Comité de l'ordre du jour, de manière que le Conseil reçoive, avant de prendre une décision, un rapport de ce Comité.

En réalité, la Fédération syndicale mondiale a pris le départ

avant le coup de pistolet. Elle nous a fait parvenir un document important, qui est depuis longtemps entre nos mains. Si un membre du Conseil se retranchait derrière l'argument qu'il n'a pas eu l'occasion de prendre connaissance de ce document parce que l'inscription de la question à l'ordre du jour n'était pas prévue, sa position juridique serait inattaquable. Je déclare d'emblée que je ne prendrai pas cette position.

Mais, il s'agit ici d'un document volumineux, qui nous est parvenu assez tard, et dont les conséquences peuvent être considérables et de portée lointaine. Si le Conseil décide d'examiner ce point à la présente session, je propose d'en faire le dernier point de notre ordre du jour.

M. VAN KLEFFENS (Pays-Bas) (interprétation) : Je le répète, j'estime qu'en tout cas une consultation préalable s'impose. Si, comme cela semble résulter de la discussion, une telle consultation a eu lieu, je suis prêt à admettre l'inscription à l'ordre du jour, en laissant au Président le soin de décider du moment où la question sera reprise, compte tenu des possibilités de la Fédération syndicale mondiale et autres circonstances éventuelles.

M. KAMINSKY (Biélorussie) (seconde interprétation du russe) : Une tendance semble s'être manifestée chez certains membres du Conseil à présenter la création du Comité de l'ordre du jour comme un obstacle à la possibilité pour le Conseil de fixer lui-même son ordre du jour et d'y inclure les questions de son choix. A mon avis, il y a là une erreur. Le Comité de l'ordre du jour est un organe de travail du Conseil, il se réunit pendant la préparation des sessions du Conseil. L'absence actuelle d'un tel Comité ne saurait faire obstacle à l'inclusion d'une question quelconque dans l'ordre du jour, si la volonté du Conseil est de l'inscrire. J'appuie donc vivement la proposition du représentant de l'Union soviétique tendant

à ce que le Conseil prenne immédiatement une décision sur ce point.

M. BORIS (France) : Selon le représentant du Royaume-Uni, nous ne devrions aborder ce débat qu'en pleine connaissance de cause. Je suis très sensible à cet argument.

Si nous voulons savoir ce que le représentant de la Fédération syndicale mondiale se propose de nous dire, nous devons l'entendre avant son départ. Or, il nous a été dit il y a un instant, que le représentant de la Fédération était dans l'impossibilité de rester à New-York jusqu'à la fin de la session du Conseil économique et social. Une date rapprochée devrait donc être fixée tout au moins pour le début des débats sur la question.

M. NASH (Nouvelle-Zélande) (interprétation) : Il y a un point qui n'a pas encore été mentionné : L'article 67 de notre Règlement intérieur prévoit que, si un membre du Conseil présente une objection, la question ne peut pas être poursuivie.

LE PRESIDENT (interprétation) : Nous passons maintenant au vote sur la question de savoir si la proposition présentée par la Fédération mondiale doit être inscrite à l'ordre du jour du Conseil. La question qui vient d'être soulevée pourra être examinée après le vote.

M. NASH (Nouvelle-Zélande) (interprétation) : Monsieur le Président, il me semble que nous ne pouvons pas voter avant que vous ayez décidé de suspendre l'application du Règlement intérieur.

LE PRESIDENT (interprétation) : Ce serait le cas si une objection avait été présentée; ce qui ne s'est pas produit.

M. NASH (Nouvelle-Zélande) (interprétation) : Là n'est pas la question. Il s'agit de ne pas nous conformer à un article de notre Règlement intérieur, et ma proposition est de voter sur la suspension de cet article.

LE PRESIDENT (interprétation) : Je dois donc poser la question suivante : Un membre a-t-il des objections à présenter contre la suspension de cet article, bien que nous n'ayons pas reçu une demande vingt-quatre heures à l'avance ?

M. NASH (Nouvelle-Zélande) (interprétation) : La seule façon d'arriver au but est de voter sur la suspension de l'article.

LE PRÉSIDENT (interprétation) : C'est justement à ce vote que je vais procéder, puisqu'il n'y a pas d'objection contre l'absence du délai de vingt-quatre heures.

(Le Président met aux voix la proposition tendant à suspendre l'application de l'article en question).

LE PRÉSIDENT (interprétation) : Quelques délégués ont voté en faveur de la suspension; mais un plus petit nombre encore a voté contre cette suspension.

M. NASH (Nouvelle-Zélande) (interprétation) : La procédure que nous venons de suivre est contraire à notre Règlement intérieur. La motion pour la suspension de cet article doit être posée et, si un seul membre du Conseil s'y oppose, il n'est pas possible de suspendre l'article.

L'article 67 du Règlement intérieur dit, en effet :

"Le Conseil peut suspendre l'application d'un article du présent Règlement à condition que la proposition de suspension ait été formulée vingt-quatre heures d'avance. Cette condition peut être écartée si aucun membre n'y voit d'inconvénient".

Deux faits sont donc à retenir : l'opposition d'un seul membre rend impossible la suspension de l'application d'un article si la demande n'a pas été formulée vingt-quatre heures à l'avance. Ce délai expiré, la majorité décide.

Dans le cas actuel, la première question à poser est la suivante : L'application de cet article peut-elle être suspendue sans avis formulée vingt-quatre heures à l'avance ? Une seule voix qui ne serait pas d'accord sur ce point emporterait la décision.

M. MOROZOV (URSS) (interprétation) : Je ne sais pourquoi une question très claire est ici compliquée à dessein et d'une façon qui n'est nullement fondée. En effet, l'article 11, qui a été cité ici, n'a rigoureusement aucun rapport avec la question que nous discutons.

Il parle de l'ordre du jour provisoire qui est établi avant la session du Conseil économique et social. Or, non seulement nous avons maintenant adopté cet ordre du jour provisoire, mais encore nous en avons déjà traité la moitié.

D'autre part, le Comité de l'ordre du jour doit être constitué à la fin de chaque session du Conseil économique et social; il est chargé d'examiner l'ordre du jour de la prochaine session. Par conséquent, l'article ne s'applique pas ici non plus.

Pour ces raisons, il ne faut pas parler ici de suspension de l'application d'un article du Règlement intérieur, car l'article 11 n'a rien à voir avec la question qui nous occupe.

Une solution bien simple se présente à nous : Nous devons décider si nous plaçons ou non la question présentée par la Fédération syndicale mondiale à l'ordre du jour du Conseil. La création d'obstacles artificiels signifierait simplement que des décisions de l'Assemblée générale sur le droit de certaines organisations non-gouvernementales de soumettre des questions, pour inscription, à l'ordre du jour du Conseil ne sont pas appliquées.

LE PRESIDENT (interprétation) : J'ai l'intention de suspendre les débats maintenant, afin d'éviter que le Conseil ne s'enlise dans cette discussion.

Programme de travail.

La Commission des questions économiques se réunira demain matin, à 11 heures, pour discuter des matières relevant de sa compétence.

La Commission des questions sociales se réunira à 14 h. 45 et
traitera de la question des stupéfiants.

La séance est levée à 17 h. 30.